

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 32.511/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, du Transport, de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 12 novembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU", a donné le 26 novembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.511/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 november 2001 door de Minister van Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH", heeft op 26 november 2001 het volgende advies gegeven :

Observation générale relative à la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale pour fixer le statut des agents opérationnels du service d'incendie et d'aide médicale urgente.

L'arrêté en projet a pour objet de fixer un statut administratif et pécuniaire complet pour le personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (en abrégé S.I.A.M.U.) .

Ce n'est pas la première fois que la section de législation du Conseil d'Etat est saisie de projets émanant de la Région de Bruxelles-Capitale et poursuivant un but similaire.

Dans son avis 27.260/4, donné le 16 mars 1998, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 fixant le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, la section de législation a examiné la problématique de la répartition des compétences en matière de protection civile entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'Etat fédéral.

Elle s'est exprimée en ces termes :

"Le projet entend fixer le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Si l'avis L. 27.261/4, donné le 2 mars 1998 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale «fixant les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale», peut être transposé à la présente demande d'avis, il doit cependant être nuancé quand il s'agit de fixer le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, et ce, compte tenu des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Ces deux dispositions ont habilité le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à transférer les membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise à un organisme d'intérêt public ⁽¹⁾ et prévoient que «le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur aussi longtemps que les autorités auxquelles ils sont transférés n'auront pas fait usage de leur compétence en la matière».

Ayant transféré ces personnes au Service d'incendie et d'aide médicale urgente, organisme d'intérêt public de la catégorie A, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, agissant en tant qu'autorité régionale, est compétent pour fixer le statut de ces personnes, dans le respect des dispositions de la loi spéciale précitée et notamment de son article 56.

La question se pose toutefois de savoir si, eu égard à la matière sur laquelle porte le projet, la Région de Bruxelles-Capitale est tenue d'observer les règles générales prises par le Roi en vertu des articles 9, § 1^{er}, alinéa 2, et 13, § 3, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ⁽²⁾.

Tant la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, que la loi ordinaire du 16 juillet 1993 ayant le même objet, expriment la volonté du législateur de maintenir la matière de la protection civile dans la sphère du pouvoir fédéral.

Ainsi, l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980, tel qu'il a été modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993, exclut expressément la compétence des Régions à l'égard des associations de provinces et de communes, pour ce qui a trait à la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie.

Ainsi encore, en insérant au paragraphe 4 de l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles un 6°, la loi spéciale du 16 juillet 1993 a limité exclusivement l'association des Gouvernements des entités fédérées à «l'élaboration de dispositions fédérales générales prévues à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile».

⁽¹⁾ Ce transfert de membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisé par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} avril 1993 (Moniteur belge du 3 juin 1993, p. 13.398).

⁽²⁾ "Il (le Roi) arrête les dispositions générales dans les limites desquelles est fixé le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie." (article 9, § 1^{er}, alinéa 2).
"Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie" (article 13, § 3).

De son côté, la loi ordinaire du 16 juillet 1993 précitée, en modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, poursuit deux objectifs ⁽³⁾ :

- S d'une part, renforcer le rôle de l'autorité fédérale en matière de protection civile en prévoyant expressément le pouvoir du Roi de fixer les règles générales du statut des membres du personnel des services d'incendie, et ce à l'égard de l'ensemble des services d'incendie, c'est-à-dire tant les services communaux et intercommunaux, que le Service d'incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;
- S d'autre part, compte tenu de la particularité de la situation juridique de la Région de Bruxelles-Capitale, supprimer à l'égard de son service d'incendie, la tutelle spécifique ainsi que l'inspection organisée par le Roi.

Ces deux lois, l'une et l'autre postérieures à la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, montrent que l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale n'est plus entière lorsqu'elle fixe le statut des membres du personnel de son service d'incendie.

En conséquence, le texte en projet doit respecter les dispositions générales fixées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ainsi que les dispositions prises par Celui-ci en vertu de l'article 13, § 3, de la même loi.

Il y a lieu cependant de faire une distinction entre ces deux bases légales: la première habilite en effet le Roi à prendre des dispositions générales en matière statutaire, tout en laissant aux autorités communales, intercommunales et de la Région de Bruxelles-Capitale le soin de compléter ces dispositions, alors que la deuxième base légale habilite le Roi seul à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

L'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale devra donc s'exercer en tenant compte de ces deux dispositions légales."

La suite de l'avis 27.260/4, précité, a systématiquement indiqué en quoi le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale outrepassait sa compétence.

⁽³⁾ Doc. parl., Chambre, sess. 92-93, n° 897/1, pp. 70 et 71.

Malgré les observations de la section de législation, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté l'arrêté du 26 novembre 1998, précité, lequel est actuellement attaqué devant la section d'administration du Conseil d'Etat ⁽⁴⁾ au motif principal que la Région de Bruxelles-Capitale a excédé ses compétences en adoptant certaines dispositions de cet arrêté .

Cette répartition des compétences en matière de protection civile n'a pas été modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001. Si les régions sont désormais compétentes pour "la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales", elles ne peuvent cependant intervenir dans "l'organisation de et de la politique relative à la police, en ce compris l'article 135, § 2, de la Nouvelle loi communale, et aux services d'incendie" ⁽⁵⁾.

Il ressort de la note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accompagnant le présent projet "(qu') En ce qui concerne le personnel du SIAMU, l'avis n° 30.491/4 du Conseil d'Etat ⁽⁶⁾ portant sur le statut général des OIP contient 2 remarques :

1. la nécessité de se conformer aux AR fédéraux du Ministère des Affaires intérieures.
2. le souhait de disposer d'un seul arrêté intégré pour le personnel opérationnel.

Quant à la première remarque, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est toujours parti de l'autonomie qui lui avait été accordée par la Loi spéciale du 8/8/1980 pour fixer le statut administratif et pécuniaire de ses membres du personnel, dans les limites de l'ARPG. Il a déjà régulièrement été signalé que les AR fédéraux ne sont pas adaptés à la réforme de l'Etat et qu'en outre, ils ne

⁽⁴⁾ Martens R. c/ Région de Bruxelles-Capitale, affaire n° rôle 84.702.

⁽⁵⁾ Voir en ce sens l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1°, 4^e tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001.

⁽⁶⁾ Il s'agit d'un avis donné le 25 avril 2001 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale,

sont pas exécutables en pratique au sein d'une structure régionale. Juridiquement et matériellement, il n'est pas possible d'aller à la rencontre de cette remarque."

Comme l'a expliqué le représentant du ministre, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale maintient son intention d'adopter des règles statutaires propres au personnel opérationnel du S.I.A.M.U., l'Etat fédéral ⁽⁷⁾ refusant de prendre en considération les spécificités du Service d'incendie bruxellois.

C'est ainsi que le projet fixe notamment des dispositions propres pour les grades de ce personnel opérationnel, pour l'évolution de leur carrière, pour la promotion au grade d'officier, pour ce qui a trait aux congés, aux échelles barémiques, aux allocations pour des prestations effectuées en dehors des heures de service et ce, sans nécessairement tenir compte des dispositions générales arrêtées par le Roi sur la base de

⁽⁷⁾ Dans un avis 32.246/4, donné le 22 octobre 2001, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie", la section de législation n'a pas manqué d'attirer l'attention du Ministre de l'Intérieur sur l'inadéquation de certaines règles en projet avec les spécificités du S.I.A.M.U. Sa conclusion est que "Pour mettre fin à cette insécurité juridique, il devient impérieux que l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale agissent de concert. Si l'Etat fédéral reste compétent pour régir la matière de la protection civile, il ne peut cependant nier la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale fondée sur les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, d'organiser le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente et de doter le personnel de cet organisme d'intérêt public d'un statut administratif et pécuniaire dans le respect des principes généraux fixés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000. Quant à la Région de Bruxelles-Capitale, elle ne peut agir comme si elle était devenue compétente pour la protection civile sur son territoire et ne pas tenir compte de la réglementation fédérale. Pour ce faire, soit l'Etat fédéral tient compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles-Capitale en fixant des dispositions générales permettant à la Région de Bruxelles-Capitale d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel, soit un accord de coopération doit intervenir pour régler le statut de ce personnel, l'Etat fédéral étant compétent dans le domaine de la protection civile, la Région de Bruxelles-Capitale étant compétente pour gérer son organisme d'intérêt public, le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente, ainsi que le personnel de celui-ci".

l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ⁽⁸⁾ ou encore des dispositions prises par Celui-ci sur la base de l'article 13, § 3, de la même loi ⁽⁹⁾.

Dans ces conditions, la Région de Bruxelles-Capitale ne respecte pas le schéma de répartition des compétences qui résulte tant de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, que de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée. Le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit en conséquence être fondamentalement revu sur ce point.

⁽⁸⁾ Voir notamment l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale; l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains agents des services publics d'incendie et de la police communale ou encore l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie.

⁽⁹⁾ Voir notamment l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

Algemene opmerking betreffende de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het statuut van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medisch Hulp vast te stellen.

Het ontworpen besluit strekt ertoe voor het operationeel personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medisch Hulp (afgekort als DBDMH) een administratief statuut en een bezoldigingsregeling vast te stellen die volledig zijn.

Het is niet de eerste maal dat aan de afdeling wetgeving van de Raad van State ontwerpen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden voorgelegd met een soortgelijke strekking.

In haar advies 27.260/4, gegeven op 16 maart 1998, over een ontwerp dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp geworden is, heeft de afdeling wetgeving de problematiek van de verdeling van de bevoegdheden inzake civiele bescherming tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de federale Staat onderzocht.

Ze heeft het volgende gesteld :

"Het ontwerp strekt ertoe het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp vast te stellen.

Advies L. 27.261/4 van 2 maart 1998 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering «houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp» kan weliswaar op deze adviesaanvraag worden getransponeerd, maar moet toch worden genuanceerd wanneer het gaat om het vaststellen van het administratief statuut van het personeel van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp, gelet op de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Die twee bepalingen machtigen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ertoe om personeelsleden van de Brusselse agglomeratie over te hevelen naar een instelling van openbaar nut ⁽¹⁾ en schrijven voor dat «de rechtstoestand van die personeelsleden (...) geregeld (blijft) door de ter zake geldende bepalingen zolang de overheid aan wie zij worden overgedragen, haar bevoegdheid ter zake niet heeft uitgeoefend».

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die personen heeft overgeheveld naar de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, een instelling van openbaar nut van categorie A, is ze als gewestelijke overheid bevoegd om het statuut van die personen vast te stellen met inachtneming van de bepalingen van de voormelde bijzondere wet en inzonderheid van artikel 56 ervan.

Toch rijst de vraag of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelet op de aangelegenheid waarop het ontwerp betrekking heeft, zich moet houden aan de algemene regels die de Koning krachtens de artikelen 9, § 1, tweede lid, en 13, § 3, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft vastgesteld ⁽²⁾.

Zowel in de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur als in de gewone wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur wordt te kennen gegeven dat de wetgever de civiele bescherming binnen de bevoegdheidssfeer van de federale overheid wil houden.

Zo bepaalt artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, uitdrukkelijk dat de Gewesten niet bevoegd zijn ten opzichte van de verenigingen van provincies en van gemeenten wat het specifieke toezicht inzake brandbestrijding betreft.

⁽¹⁾ Die overheveling van personeelsleden van de Brusselse agglomeratie naar de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp is verwezenlijkt bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 1 april 1993 (Belgisch Staatsblad van 3 juni 1993, blz. 13.398).

⁽²⁾ "Hij (de Koning) stelt de algemene bepalingen vast binnen de perken van dewelke de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten." (artikel 9, § 1, tweede lid).
"De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten." (artikel 13, § 3).

Zo ook heeft de bijzondere wet van 16 juli 1993, door in artikel 6, paragraaf 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen een 6° in te voegen, het erbij betrekken van de Regeringen van de deelentiteiten uitsluitend beperkt tot «het ontwerpen van de federale algemene bepalingen bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming».

De voornoemde gewone wet van 16 juli 1993 van zijn kant streeft met de wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming twee doelstellingen na ⁽³⁾ :

- enerzijds een grotere rol inzake civiele bescherming weggelaten voor de federale overheid door uitdrukkelijk te bepalen dat de Koning bevoegd is om de algemene regels van het statuut van de personeelsleden van de brandweerdiensten te bepalen, en dit ten aanzien van alle brandweerdiensten, dit wil zeggen, zowel de gemeentelijke en de intercommunale brandweerdiensten als de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;
- anderzijds, gelet op de specifieke rechtssituatie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het specifieke toezicht en de door de Koning georganiseerde inspectie ten aanzien van zijn brandweerdienst afschaffen.

Uit die twee wetten, die beide van latere datum zijn dan de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, blijkt dat de autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet meer volledig is om het statuut van de personeelsleden van zijn brandweerdienst vast te stellen.

Bijgevolg mag het ontworpen besluit geen afbreuk doen aan de algemene bepalingen die de Koning krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft vastgesteld, noch aan de bepalingen die Hij krachtens artikel 13, § 3, van dezelfde wet heeft uitgevaardigd.

Tussen die twee rechtsgronden moet evenwel een onderscheid worden gemaakt : de eerste rechtsgrond machtigt de Koning immers om algemene rechtspositionele bepalingen uit te vaardigen, maar laat de gemeentelijke overheid, de intercommunale verenigingen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tevens de vrijheid om die bepalingen aan te vullen, terwijl de tweede rechtsgrond alleen de Koning machtigt om de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria, alsmede de benoembaarheids- en bevorderings-voorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten te bepalen.

De autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet dus met inachtneming van die twee wetsbepalingen worden uitgeoefend".

⁽³⁾ Gedr. St. Kamer, zitting 92-93, nr. 897/1, blz. 70 en 71.

In het voormelde advies nr. 27.260/4 wordt verder systematisch aangegeven in welk opzicht de Brusselse Hoofdstedelijke Regering haar bevoegdheid overschreed.

Ondanks de opmerkingen van de afdeling wetgeving heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het voornoemde besluit van 26 november 1998 uitgevaardigd, dat thans bij de afdeling administratie van de Raad van State bestreden wordt ⁽⁴⁾, in de eerste plaats op de grond dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn bevoegdheden overschreden heeft door sommige bepalingen van dat besluit vast te stellen.

Deze verdeling van de bevoegdheden inzake civiele bescherming is niet gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001. Hoewel de Gewesten voortaan bevoegd zijn voor "de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen", mogen ze zich niet bemoeien met "de organisatie van en het beleid inzake de politie, met inbegrip van artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet, en de brandweer," ⁽⁵⁾.

Uit de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die gevoegd is bij het onderhavige ontwerp blijkt "(dat) Het advies met nummer 30.491/4 ⁽⁶⁾ van de Raad van State over het algemeen statuut van de ION (...) met betrekking tot het operationeel personeel van de DBDMH in essentie 2 opmerkingen (bevat) :

- "1. de noodzaak om zich te conformeren aan de federale KB's van het Ministerie van Binnenlandse Zaken
2. de wenselijkheid om voor het operationeel personeel over één geïntegreerd besluit te beschikken.

⁽⁴⁾ Martens t/ Brussels Hoofdstedelijk Gewest, rolnummer 84.702.

⁽⁵⁾ Zie in die zin artikel 6, § 1, VIII, 1°, 4^{de} streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals het gewijzigd is bij de bijzondere wet van 13 juli 2001.

⁽⁶⁾ Het gaat om het advies dat op 25 april 2001 gegeven is over een ontwerp dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geworden is.

Met betrekking tot de eerste opmerking is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering steeds uitgegaan van de autonomie die haar werd verleend door de Bijzondere Wet van 8/8/1980 om het administratief en geldelijk statuut van haar personeelsleden vast te stellen, binnen de grenzen van het APKB. Er is herhaaldelijk reeds op gewezen dat de federale KB's niet aangepast zijn aan de staatshervorming en bovendien in de praktijk onuitvoerbaar zijn in een gewestelijke structuur. Het is juridisch noch feitelijk mogelijk om aan deze opmerking tegemoet te komen."

Zoals de gemachtigde van de Minister heeft aangegeven, blijft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij haar voornemen om voor het operationeel personeel van de DBDMH eigen rechtspositionele regels vast te leggen, omdat de federale Staat ⁽⁷⁾ weigert rekening te houden met de specificiteit van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer.

⁽⁷⁾ In advies 32.246/4, gegeven op 22 oktober 2001, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten", heeft de afdeling wetgeving niet nagelaten er de aandacht van de Minister van Binnenlandse Zaken op te vestigen dat sommige ontworpen bepalingen niet afgestemd zijn op de specificiteit van de DBDMH. Haar conclusie was de volgende :

"Om een einde te maken aan deze rechtsonzekerheid, wordt het absoluut noodzakelijk dat de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gezamenlijk optreden. De Federale Staat blijft weliswaar bevoegd voor de aangelegenheid van de civiele bescherming, doch kan evenwel niet betwisten dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op grond van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, bevoegd is om de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp te organiseren en het personeel van die instelling van openbaar nut toe te rusten met een administratief statuut en een bezoldigingsregeling, met inachtneming van de algemene beginselen vastgelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2000. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van zijn kant, kan niet optreden alsof het bevoegd was geworden voor de civiele bescherming op zijn grondgebied en zonder rekening te houden met de federale regelgeving.

Te dien einde moet de Federale Staat ofwel rekening houden met de bijzondere kenmerken van de Dienst voor Brandweer georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door algemene bepalingen vast te stellen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kans bieden deze aan te passen aan de specificiteit van zijn personeel, ofwel moet een samenwerkingsakkoord worden gesloten om het statuut van dat personeel te regelen, waarbij de Federale Staat bevoegd is voor de civiele bescherming, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het leiden van zijn instelling van openbaar nut, de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, alsmede het personeel hiervan".

Zo worden in het ontwerp inzonderheid specifieke bepalingen vastgelegd voor de graden van dat operationeel personeel, het verloop van de loopbaan, de bevordering tot officier, de verloven, de weddeschalen, de toelagen voor prestaties buiten de diensturen, zonder dat noodzakelijkerwijs rekening gehouden wordt met de algemene bepalingen die door de Koning vastgesteld zijn op basis van artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming ⁽⁸⁾, of nog met de bepalingen die Hij vastgesteld heeft op basis van artikel 13, § 3, van dezelfde wet ⁽⁹⁾.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest neemt derhalve het schema van de bevoegdheidsverdeling niet in acht dat zowel uit de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 als uit de voornoemde wet van 12 januari 1989 voortvloeit. Het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dient op dat punt bijgevolg fundamenteel te worden herzien.

⁽⁸⁾ Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie; het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een diplomatoelage aan sommige personeelsleden van de openbare brandweerdiensten en van de gemeentepolitie of nog het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer.

⁽⁹⁾ Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS